

## Port Acadie

Revue interdisciplinaire en études acadiennes  
An Interdisciplinary Review in Acadian Studies



# Construire la mémoire d'une communauté : le cas de la francophonie ontarienne

Lucie Hotte

Numéro 30, automne 2016

Patrimoine oral et valorisation à l'ère du numérique (1<sup>ère</sup> partie)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056918ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056918ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université Sainte-Anne

ISSN

1498-7651 (imprimé)

1916-7334 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hotte, L. (2016). Construire la mémoire d'une communauté : le cas de la francophonie ontarienne. *Port Acadie*, (30), 15–31.  
<https://doi.org/10.7202/1056918ar>

Résumé de l'article

Cet article explore certaines pistes de réflexion au sujet des rapports entre la valorisation du patrimoine culturel, la préservation de la mémoire collective et la constitution de fonds d'archives, leur numérisation et leur diffusion en ligne à partir de l'expérience acquise lors d'un projet de recherche financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada intitulé « Construction d'une mémoire française à Ottawa » (projet dirigé par Anne Gilbert). Après une brève présentation du projet, l'article se penche sur les rôles que jouent la mémoire et, conséquemment, les archives pour les communautés minoritaires, puis réfléchit à l'apport des outils numériques pour la préservation du patrimoine culturel et sa diffusion.

# Construire la mémoire d'une communauté : le cas de la francophonie ontarienne

Lucie Hotte  
Université d'Ottawa

---

## Résumé

Cet article explore certaines pistes de réflexion au sujet des rapports entre la valorisation du patrimoine culturel, la préservation de la mémoire collective et la constitution de fonds d'archives, leur numérisation et leur diffusion en ligne à partir de l'expérience acquise lors d'un projet de recherche financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada intitulé « Construction d'une mémoire française à Ottawa » (projet dirigé par Anne Gilbert). Après une brève présentation du projet, l'article se penche sur les rôles que jouent la mémoire et, conséquemment, les archives pour les communautés minoritaires, puis réfléchit à l'apport des outils numériques pour la préservation du patrimoine culturel et sa diffusion.

## Abstract

*This article explores the relationship between the valorization of cultural heritage, the preservation of collective memory and the constitution of archives as well as their digitization and their online distribution, based on the experience gained during a research project funded by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada entitled "Construction d'une mémoire française à Ottawa" (a project led by Anne Gilbert). After a brief presentation of the project, the article examines the roles of memory and, consequently, archives for minority communities, and then considers the contribution of digital tools for the preservation and dissemination of cultural heritage.*

## Mots clés

mémoire, patrimoine culturel, communautés franco-canadiennes, fonds d'archives, humanités numériques

## Keywords

*memory, cultural heritage, Franco-Canadian communities, archival collections, digital humanities*

L'attrait du passé pour toute communauté qui cherche à fonder un sentiment d'appartenance nationale ne fait aucun doute. En effet, comme l'ont amplement démontré maintes études sur les nationalismes politiques ou littéraires<sup>1</sup>, le recours à une histoire longue est l'un des arguments les plus fréquemment utilisés pour fonder la légitimité d'une communauté nationale ou culturelle. Or, selon Pierre Nora, les petites communautés, telles que les communautés minoritaires, sont dotées d'un faible capital historique, bien qu'elles auraient, à son avis, un fort capital mémoriel<sup>2</sup>. Nora établit une distinction nette entre histoire et mémoire. Pour lui, l'histoire est une « reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus » ; elle se préoccupe des événements du passé qu'elle analyse dans un discours critique. La mémoire, pour sa part, « est portée par des groupes vivants » ; « affective et magique », elle « installe le souvenir dans le sacré », elle « sourd d'un groupe qu'elle soude ». « La mémoire s'enracine [donc] dans le concret, dans l'espace, le geste, l'image et l'objet<sup>3</sup>. » Cette distinction est à la base de sa conception des lieux de mémoires<sup>4</sup> considérés bien souvent comme essentiels à la construction des identités collectives ; puisqu'ils « servent de repères historiques à la collectivité, ils condensent l'image qu'elle a de son histoire en faisant intervenir autant l'émotionnel que le rationnel<sup>5</sup> ». Cependant, les communautés minoritaires ont bien peu de lieux dans lesquels ancrer leur mémoire féconde. Elles sont néanmoins conscientes de l'importance de baliser leur histoire

1 Comme il serait trop long d'énumérer ici tous les travaux qui touchent à ces questions, je me contente de référer le lecteur à *Des littératures combattives. L'internationale des nationalismes littéraires* sous la direction de Pascale Casanova, Paris, Raisons d'agir, « Cours et travaux », 2011, 214 p.

2 Pierre Nora, « La République », dans *Les lieux de mémoire. Tome 1* sous la direction de Pierre Nora, Paris, Gallimard, « NRF », 1984, p. xviii.

3 *Ibid.*, p. xix.

4 Selon Pierre Nora, les lieux de mémoire ne se réduisent donc pas aux monuments, sites et objets, traces du passé, mais incluent aussi les fêtes, les devises, les chants et toute autre pratique qui se rattache au passé et cherche à le préserver ou à le commémorer.

5 Jacques Poumet, « Présentation », dans *L'Allemagne aujourd'hui*, n° 173, juillet-septembre 2005, p. 3.

et d'inscrire leur mémoire dans des lieux porteurs de l'identité collective. Aussi, cherchent-elles à protéger, si ce n'est créer, les quelques lieux de mémoire qui leur appartiennent ainsi qu'à faire connaître et à valoriser l'histoire de leur communauté<sup>6</sup>. Les chercheurs œuvrant en contexte minoritaire participent aussi à ce travail de mémorialisation, le plus souvent par l'analyse de l'histoire de la communauté ou des phénomènes qui participent de ses lieux de mémoire. Selon Georges Coste et Dominique Guillemet, le chercheur tente alors de cerner « la manière dont le matériel et le symbolique s'organisent, forment un système de signes ayant une unité organique, construisent la mémoire d'un groupe, des citoyens d'une république, des membres d'une nation<sup>7</sup> ».

Cet article vise à explorer certaines pistes de réflexion au sujet des rapports entre la valorisation du patrimoine culturel, la préservation de la mémoire collective et la constitution de fonds d'archives, leur numérisation et leur diffusion en ligne. Ces éléments semblent indissolublement liés dans notre esprit lorsque nous pensons à la vitalité des cultures fragiles comme celle des communautés minoritaires. Ma réflexion part de l'expérience concrète acquise lors d'un projet de recherche financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada intitulé « Construction d'une mémoire française à Ottawa<sup>8</sup> ». Elle s'articule autour de trois prémisses généralement admises. La première porte sur le rapport difficile, si ce n'est problématique, que les

---

6 Voir à ce sujet *Entre lieux et mémoire. L'inscription de la francophonie canadienne dans la durée* sous la direction d'Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph-Yvon Thériault, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, « Amérique française », 2009, 367 p., et plus particulièrement mon article « La mémoire des lieux et l'identité collective en littérature franco-ontarienne », p. 337-367.

7 Cet article, intitulé « Inventaire des lieux de mémoire franco-québécois. Mission française à Québec des 12-18 août 2001 – Relevé de conclusions et propositions » et publié en ligne sur le site du ministère français de la culture, à l'adresse <http://www.poitoucharentes.culture.gouv.fr/memoire/articles/article.php?num=5>, n'est malheureusement plus en ligne.

8 La géographe Anne Gilbert a été l'âme dirigeante de ce projet et chercheuse principale pour la subvention de recherche. L'équipe des chercheurs était constituée de Michel Bock, Linda Cardinal, François Charbonneau et moi-même. De nombreux collaborateurs et assistants de recherche ont aussi participé au projet.

groupes minoritaires entretiennent avec leur passé évanescent. D'une part, le passé est valorisé car perçu comme garant de la valeur même de la communauté, étant donné le présupposé qui veut que plus celle-ci jouit d'une histoire longue, plus elle est considérée comme légitime, voire importante. D'autre part, ce passé est, en grande partie, inconnu de la population puisqu'il ne fait pas partie de l'histoire officielle du pays. Aussi croit-on que l'histoire des communautés minoritaires risque constamment de sombrer dans l'oubli. Dans ce contexte, les archives apparaissent comme un trésor à préserver : témoignant non seulement d'un passé riche et valable, elles sont également garantes de l'avenir de la collectivité dont elles perpétuent le geste de fondation. De cette deuxième prémisse en découle une dernière, soit celle fondée sur l'idée que la numérisation est le moyen par excellence de faire rayonner les archives et, par le fait même, la communauté, de faire connaître, à peu de coûts, l'histoire du groupe à un grand nombre de personnes. Il est pourtant essentiel de s'attarder et de réfléchir à ces trois présupposés.

Dans un premier temps, je présenterai le projet « Construction d'une mémoire française à Ottawa », qui m'a inspiré cette réflexion. Je m'attarderai ensuite aux rôles que jouent la mémoire et, conséquemment, les archives pour les communautés minoritaires. Enfin, je présenterai certains des outils numériques créés dans le cadre du projet, leurs limites ainsi que les problèmes rencontrés durant leur conception et leur mise en ligne.

### **Un projet initial :**

#### **« Construction d'une mémoire française à Ottawa »**

« Construction d'une mémoire française à Ottawa » est un projet collaboratif et pluridisciplinaire réunissant des chercheurs en géographie, en histoire, en littérature, en sciences politiques et en théâtre. La recherche s'est articulée autour de cinq volets s'intéressant à la population francophone de la capitale du Canada, dans une perspective diachronique, à l'histoire de la communauté franco-ottavienne, aux lieux qu'elle investit (les

quartiers, surtout), à sa participation sur la scène politique et aux institutions culturelles qu'elle a fondées durant les années 1970 et 1980. J'ai été responsable<sup>9</sup> de ce dernier volet intitulé « Culture – Institutions ». L'objectif principal du projet était de mieux comprendre la présence française à Ottawa, de cerner les défis à relever par la communauté francophone et ses modes de socialisation. Nous nous sommes particulièrement intéressés aux divers événements qui ont marqué la vie des francophones de la capitale canadienne de 1960 à 1989, époque de grandes transformations sociales.

La population francophone de l'Ontario vit en contexte minoritaire. Bien que plus de la moitié des francophones canadiens, de première langue officielle parlée, vivant en contexte minoritaire habitent l'Ontario<sup>10</sup>, les Franco-Ontariens ne comptent que pour 4,3 % de la population totale de la province<sup>11</sup>. Bon nombre de ceux-ci habitent sur le territoire de la ville d'Ottawa (143 045, selon le recensement de 2011<sup>12</sup>), où ils forment 16,4 % de la population

---

9 Je remercie ici Joël Beddows, cochercheur pour le volet culture dont l'apport à la recherche a été très important. Merci également à tous nos assistants de recherche.

10 Soit près de 600 000 sur une population de 1 000 580 Franco-Canadiens selon le recensement de 2011. Le terme « Franco-Canadiens » renvoie ici aux Canadiens dont la première langue officielle parlée est le français et qui vivent à l'extérieur du Québec. Ils appartiennent donc à ce que le gouvernement canadien appelle les CLOSM francophones, soit les communautés de langue officielle en situation minoritaire dont la langue officielle est le français. Il y a aussi une communauté minoritaire de langue anglaise au Québec. Statistique Canada, *Le français et la francophonie canadienne. Langue, recensement de la population 2011*, Ottawa, Ministère de l'Industrie, « Recensement en bref », 2012, p. 3. Sur Internet : [http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/98-314-x/98-314-x2011003\\_1-fra.cfm](http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/98-314-x/98-314-x2011003_1-fra.cfm).

11 Le recensement de 2011 a dénombré 542 390 Franco-Ontariens (première langue officielle parlée, français). *Ibid.*, p. 4.

12 En 2011, on comptait 143 045 personnes de première langue officielle parlée, français, soit 16,4 % de la population de la ville. De ce nombre, 131 299 habitants étaient de langue maternelle française à Ottawa, soit 15 % de la population de la ville. Voir Commissariat aux langues officielles, « Portrait des groupes de langues officielles de la région d'Ottawa », Ottawa, Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada, 2015, p. 3. Sur Internet : <http://www.official-languages.gc.ca/fr/publications/portrait-linguistique-ottawa>.

de la ville. L'historien Michel Bock, rappelle dans son article « Ottawa "métropole" de l'Ontario français ? » que la ville d'Ottawa n'est pas le plus ancien peuplement francophone de l'Ontario : « Cette distinction revient plutôt à la région de Windsor-Détroit, où Antoine Laumet, dit de Lamothe Cadillac, avait fondé dès 1701 le fort Pontchartrain, l'une des rares colonies françaises des "Pays-d'en-haut" et la seule à avoir survécu à la Conquête anglaise de 1760<sup>13</sup>. » Ottawa, c'est-à-dire « Bytown<sup>14</sup> » comme la ville se nommait à l'époque, devient le plus important centre de vie francophone en Ontario à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque de nombreux Québécois s'y installent. C'est aussi à cette époque que commence « le processus d'institutionnalisation de la population canadienne-française dans ce qui allait devenir l'Ontario<sup>15</sup> ». En tant que capitale nationale, Ottawa attirera au fil des ans de nombreux francophones qui viennent travailler à la fonction publique fédérale<sup>16</sup>.

À la fin des années 1960, de nombreux changements surviennent dans la société canadienne qui reflètent ceux qui ont lieu aux États-Unis, en France et ailleurs dans le monde occidental. Avec l'arrivée à l'âge adulte des enfants de l'après-guerre, la population canadienne compte un plus grand nombre d'individus de moins de 30 ans que de gens plus âgés. Ils participent à la transformation des valeurs communes par leur adhésion massive à la contre-culture, dans sa version américaine<sup>17</sup>. Le fonctionnement même de la société canadienne-française se transforme : la religion catholique qui était au cœur de la vie communautaire perd l'autorité qu'elle avait sur la population, alors que l'État prend son relais dans divers domaines tels que l'éducation, la santé et les services sociaux. La radio et la télévision rejoignent un nombre grandissant de Canadiens français

---

13 Michel Bock, « Ottawa "métropole" de l'Ontario français ? », dans *Ottawa, lieu de vie français* sous la direction d'Anne Gilbert *et al.*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, « Amérique française », 2017, p. 194.

14 Bytown fut renommée Ottawa en 1855.

15 *Ibid.*

16 Voir *ibid.*, p. 198-237.

17 Voir Lucie Hotte, « Célébrations littéraires. La littérature sur la place publique », dans *Port Acadie*, n<sup>os</sup> 8-9, 2005-2006, p. 181-197.

qui se familiarisent davantage avec la culture canadienne-anglaise et surtout américaine grâce aux chansons qui tournent à la radio et aux émissions diffusées sur les chaînes anglophones accessibles tant au Québec qu'ailleurs au Canada. Ces divers changements sociaux concourent à transformer la façon dont la population du Québec se perçoit. Les tensions entre francophones et anglophones se font sentir avec plus d'acuité dans ce monde ouvert sur l'autre et l'ailleurs. Quelles qu'en soient les causes, les années 1960 sont celles de la montée du nationalisme indépendantiste québécois, aussi l'idée d'un Canada français s'étendant d'un océan à l'autre se dissout<sup>18</sup>. L'identité québécoise remplace donc l'identité canadienne-française, au Québec. Ne pouvant s'identifier comme Québécois, les francophones de l'Ontario, comme ceux des autres provinces canadiennes, sont confrontés à la nécessité de se redéfinir. En Ontario, ce besoin de se dire en tant que francophones de l'Ontario se fait d'abord sentir dans le nord de la province. Un groupe d'étudiants de l'Université Laurentienne, à Sudbury, seront les premiers à lancer l'appel pour la mise en place d'une identité franco-ontarienne grâce à des œuvres artistiques ancrées dans leur milieu d'origine et mettant en scène leur réalité. À l'automne 1970, ils investissent la troupe de théâtre de l'Université afin d'écrire et de monter une pièce en création collective. L'appel à comédiens qu'ils lancent dans le journal étudiant *Le Lambda* est clair :

Il semble superflu de le dire mais nous sommes franco-ontariens.  
Wow ! Beding-Bedang ! Hostie de calvaire ! Mouman !

Je suis mineur, fermier, bûcheron, ouvrier. Je suis minoritaire et marginal dans ma province. J'ai des leaders que je n'ai pas choisis, tirés d'une élite qui pense me représenter et se soucie de mes intérêts les plus

18 À ce sujet, voir Gaétan Gervais, *Des gens de résolution : le passage du Canada français à l'Ontario français*, Sudbury, Institut franco-ontarien et Prise de parole, « Ancrages », 2003, 230 p. ; Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, « Amérique française », 1997, 203 p., ainsi que *Retour sur les États généraux du Canada français : continuité et ruptures d'un projet national* sous la direction de Jean-François Laniel et Joseph Yvon Thériault, Québec, Presses de l'Université du Québec, « Politeia », 2016, 410 p.



pressants en me parachutant des tournées d'artistes étrangers, en me chiant sur la tête avec des campagnes de bon parler.

Je prends des cours universitaires de littérature où des profs européens s'acharnent à me déraciner en corrigeant ma prononciation, mon vocabulaire et ma pensée, et où ils achèvent de m'aliéner et de me dépersonnaliser.

Qui suis-je ?

C'est à cette question que nous voulons, par le biais du théâtre, répondre. C'est le dilemme que le théâtre doit monter sur scène. Et ce drame doit être monté *on our terms*. En 1970, en Amérique, au Canada, en Ontario, à Sudbury, avec nos corps, nos voix et nos personnages.

On tente l'expérience du théâtre populaire visant un public d'ouvriers et d'étudiants. La pièce, qui sera construite par les acteurs mêmes, veut illustrer la réalité que nous vivons aujourd'hui dans nos familles, nos paroisses, notre milieu franco-ontarien. On ne se limite pas à Sudbury. Ce problème se répète partout, autant dans l'extrême nord qu'au sud. Il est grand temps qu'on dévoile les conditions réelles de nos voisins et de nos parents. C'est ça, faire du théâtre<sup>19</sup> !

Ces jeunes étudiants fonderont, à Sudbury, maintes institutions culturelles franco-ontariennes toujours en place aujourd'hui, dont le Théâtre du Nouvel-Ontario qui prend forme à partir de la troupe de théâtre universitaire, les Éditions Prise de parole et la Galerie du Nouvel-Ontario<sup>20</sup>. Les changements sociaux toucheront aussi la francophonie ottavienne, souvent perçue comme plus traditionaliste à cause de la présence des fonctionnaires fédéraux. C'est à ces transformations que s'est intéressé le projet « Construction d'une mémoire française à Ottawa ». Ainsi, le volet touchant aux institutions culturelles a dressé l'historique de la mise sur pied de compagnies théâtrales et de maisons d'édition dans la capitale nationale afin de voir à quels impératifs esthétiques ou identitaires répondaient leurs fondateurs. Nous avons pu dresser le portrait de la place qu'occupait et qu'occupe aujourd'hui Ottawa dans le paysage culturel franco-ontarien contemporain<sup>21</sup>.

19 Cité dans Gaston Tremblay, *Prendre la parole. Le journal de bord du Grand CANO*, Ottawa, Le Nordir, 1995, p. 21.

20 Lucie Hotte et Johanne Melançon, « Introduction », dans *Introduction à la littérature franco-ontarienne* sous la direction de Lucie Hotte et Johanne Melançon, Sudbury, Prise de parole, « Agora », 2010, p. 62.

21 Voir Lucie Hotte, Joël Beddows et Isabelle Kirouac Massicotte, « Ottawa : capitale culturelle franco-ontarienne ? » dans *Ottawa, lieu de vie français*, *op. cit.*, p. 239-280.

## Les archives : gage de la préservation de la mémoire ?

Le titre du projet énonçait clairement son but : « construire une mémoire française » puisque nous nous intéressions « à la mémoire et à son rôle particulier dans la consolidation de la communauté<sup>22</sup> » et que nous cherchions à « comprendre les mécanismes mémoriels par lesquels la francophonie d'Ottawa s'est enracinée sur le territoire et a rayonné dans l'espace franco-ontarien<sup>23</sup> ». Le projet se fondait sur l'hypothèse que la mémoire se cristallise dans des lieux de mémoire. Nous soutenions que « [l]e lieu de mémoire, tel que reconstruit à la lumière du présent, est un moteur d'identité en ce sens qu'il procède d'un processus d'adoption à l'issue duquel le groupe se l'approprie et s'identifie à lui<sup>24</sup> ». En nous fondant sur les travaux de Will Kymlicka<sup>25</sup> et de Joseph Yvon Thériault<sup>26</sup>, nous posions que « la mémoire constitue un enjeu particulièrement important de la vitalité des minorités nationales, qu'elle peut les "fortifier" pour reprendre l'expression de [Patrice] Groulx<sup>27</sup> ». Conscients de l'importance de laisser des traces de leur passage afin de légitimer leur existence même, les groupes minoritaires cherchent à perpétuer leur passé, mais sans bénéficier des atouts que procure le fait d'être majoritaire.

Dans son introduction au numéro spécial de la revue *Archival Sciences* sur la mémoire, l'identité et le paradigme archivistique, Caroline Brown rappelle qu'il est communément admis que les

---

22 Anne Gilbert *et al.*, « Projet de recherche soumis au CRSH », 2010, p. 21.

23 *Ibid.*

24 *Ibid.*

25 Voir Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, traduit de l'anglais par Patrick Savidan, Montréal, Éditions du Boréal, 2001, 357 p.

26 Voir Joseph Yvon Thériault, *L'identité à l'épreuve de la modernité : écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1995, 323 p., et *Les impasses de la mémoire : histoire, filiation, nation et religion* sous la direction de Martin Meunier et Joseph Yvon Thériault, Montréal, Fides, 2007, 388 p.

27 Anne Gilbert *et al.*, « Projet de recherche soumis au CRSH », 2010, p. 21. Gilbert renvoie à Patrice Groulx, « Les lieux de mémoire peuvent-ils rendre les collectivités francophones plus capables ? », dans *Entre lieux et mémoire. L'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*, *op. cit.*, p. 21-42.

archives jouent un rôle important dans la création et l'évolution de la mémoire et de l'identité : « *the notions of archives, history, memory, identity and power are interlinked, with archives taking a prominent role controlling and directing how we remember and how we, and others, see ourselves*<sup>28</sup> ». Selon Joan M. Schwartz et Terry Cook, que Brown cite pour appuyer son propos, « *[a]rchives – as records – wield power over the shape and direction of historical scholarship, collective memory, and national identity, over how we know ourselves as individuals, groups, and societies*<sup>29</sup> ». Il n'est dès lors pas étonnant que les archives communautaires soient très valorisées par les groupes minoritaires qui cherchent à préserver leur identité et à transmettre leur patrimoine et leur histoire. Andrew Flinn, Mary Stevens et Elizabeth Shepherd définissent les archives communautaires comme étant des « *collections of material gathered primarily by members of a given community and over whose use community members exercise some level of control*<sup>30</sup> ». Le but, comme celui de toute collection d'archives, reste de documenter l'histoire et de la rendre accessible à tous, mais sous cette visée s'en cache une autre qui est celle plus cruciale de la survie de la communauté.

Le défi, pour les communautés minoritaires, est d'identifier et de répertorier les traces de leur passé, de se doter des moyens pour les préserver et de fonder des lieux de conservation. La communauté francophone de l'Ontario a la chance d'avoir quelques centres d'archives qui hébergent des fonds qui ont trait à son histoire, dont ceux de l'Université Laurentienne à Sudbury et de l'Université de Hearst (Centre d'archives de la Grande Zone argileuse). C'est toutefois au Centre de recherche en civilisation canadienne-

---

28 Caroline Brown, « Memory, Identity and the Archival Paradigm: Introduction to the Special Issue », dans *Archival Science*, vol. 13, n<sup>os</sup> 2-3, 2013, p. 86.

29 Joan M. Schwartz et Terry Cook, « Archives, Records, and Power: the Making of Modern Memory », dans *Archival Science*, vol. 2, n<sup>os</sup> 1-2, 2002, p. 2. Cité dans Caroline Brown, *op. cit.*, p. 86.

30 Andrew Flinn, Mary Stevens et Elizabeth Shepherd, « Whose Memories, Whose Archives ? Independent Community Archives, Autonomy and the Mainstream », dans *Archival Science*, vol. 9, n<sup>os</sup> 1-2, 2009, p. 73.

française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa qu'on trouve le plus important centre d'archives de la francophonie canadienne et celui qui regroupe le plus de fonds franco-ontariens. Sa collection compte 538 fonds et collections d'archives, soit plus de 2,5 km linéaires de documents textuels, des photographies (près de 1,5 M), des enregistrements sonores et des images en mouvement (plus de 15 000 heures), sans parler des autres genres de documents, dont des documents iconographiques et informatiques. Cette collection documente l'évolution des francophones au Canada, en particulier ceux de l'Ontario, de 1850 jusqu'à aujourd'hui et tous les aspects de la vie en français en contexte minoritaire<sup>31</sup>.

Il importe de souligner que le pouvoir que les communautés minoritaires accordent aux archives les amènent à révéler les archives, les incite à préserver la moindre trace du passé collectif afin qu'elles puissent se le remémorer et en transmettre la connaissance aux générations futures. Or toute archive est le fruit d'un tri, d'une sélection et de l'oubli. Non seulement ne garde-t-on que ce que l'on juge digne d'être conservé pour les générations à venir, mais on ne peut pas non plus documenter, sauf si le hasard nous fait en trouver des traces, ce qui a été oublié ou occulté. Ainsi, le lien entre les archives et la mémoire est paradoxal : si la mémoire dépend des archives pour se souvenir de certains événements du passé, voire pour les connaître s'ils sont plus anciens, les archives, elles, dépendent de la mémoire afin d'exister. En fait, comme le remarque avec justesse Verne Harris, les archives non seulement portent la mémoire, mais contribuent aussi à sa création. Ainsi, comme le signale avec propos Brown,

*Just as history is not the past, archives are not memory. Neither are archives storehouses of memory nor keepers of identity as neither memory nor identity are discrete objects which can be placed, hidden or revealed. For some [researchers], archives are memory carriers but perhaps memory prompters, triggers or building blocks is more apt, participating in the formation of memories along with other circumstances, individuals and*

---

31 Centre de recherche en civilisation canadienne française, « Archives ». Sur Internet : <https://arts.uottawa.ca/crcf/archives>.

*objects* (Hedstrom 2002 ; Piggot 2005 ; Flinn et al. 2009). "Archival documents are not representatives of collective memory and archival institutions are no storehouses of collective memory. Rather archives are sources for the potential discovery or recovery of memories that have been lost" (Hedstrom 2010, p. 136)<sup>32</sup>.

Notre projet de construire la mémoire francophone d'Ottawa se devait donc de prendre en considération ce rapport paradoxal au passé et à la mémoire. Restait alors le problème de la diffusion. Il va de soi que des archives communautaires doivent être accessibles à tous.

### **La numérisation et la diffusion en ligne**

Il n'est certainement pas étonnant que nous nous soyons tournés vers la diffusion en ligne. En effet, Internet permet un accès plus démocratique aux archives et conséquemment au passé collectif. Toutefois, la prolifération des données risque de diluer le savoir, voire de le rendre inaccessible car perdu dans la masse de données en ligne. Difficile aussi de distinguer, parmi toutes les sources en ligne, le vrai du fictif ou du faux. Internet demeure malgré tout un outil de choix pour les archivistes qui peuvent justement s'en servir pour faire connaître leurs collections et par le fait même attester de la véracité des documents reproduits. Car, il faut le reconnaître avec Jan Baetens,

la culture numérique ne « reproduit » pas des originaux, mais fonctionne plutôt comme un système à « traiter » l'information, sa fonction première n'est plus celle de la conservation (de l'inscription, de l'archi-

---

32 Caroline Brown, « Memory, Identity and the Archival Paradigm: Introduction to the Special Issue », *op. cit.*, p. 88. L'autrice renvoie à Margaret Hedstrom, « Archives, Memory, and Interfaces with the Past », dans *Archival Science*, vol. 2, n<sup>os</sup> 1-2, 2002, p. 21-43 ; Michael Piggot, « Archives and Memory », dans *Archives: Record-Keeping in Society* sous la direction de Sue McKemmish, Michael Piggott, Barbara Reed and Frank Upward, Wagga Wagga, Center for Information Studies, Charles Stuart University, « Topics in Australasian Library and Information Studies », 2005, et Andrew Flinn, Mary Stevens et Elizabeth Shepherd, « Whose Memories, Whose Archives ? Independent Community Archives, Autonomy and the Mainstream », dans *Archival Science*, vol. 9, n<sup>os</sup> 1-2, 2009, p. 71-86.

vage, éventuellement de la reproduction et de diffusion), mais celle de la transformation (du traitement de l'information, tous médias confondus)<sup>33</sup>.

Obligés de choisir entre la numérisation de l'ensemble des documents d'un fonds d'archives pour les diffuser en ligne ou la mise en ligne que de certains d'entre eux afin de pouvoir les entourer de métadonnées, les archivistes, mais aussi les chercheurs, optent souvent pour la deuxième option. Ajout de documents complémentaires ou de textes interprétatifs, inscription dans une ligne de temps, situation dans l'espace grâce à des cartes interactives, création d'expositions virtuelles : les possibilités de mettre en valeur les documents sont multiples et variées.

Notre projet s'appuyait sur les fonds d'archives très riches du CRCCF de l'Université d'Ottawa, que nous voulions fouiller afin de mieux comprendre le passé de la francophonie à Ottawa, mais il visait aussi à produire des documents complémentaires notamment par l'enregistrement d'entretiens avec des acteurs importants. En outre, le projet, dont le sous-titre était « savoirs communautaires et réseaux sociaux », souhaitait rendre disponible sur le web, les résultats de la recherche. Si la plupart des chercheurs ont opté pour des modes de diffusion plus traditionnels, telles la publication d'articles et la participation à des colloques, mon collègue, Joël Beddows, et moi avons voulu pleinement investir l'espace virtuel. La dissémination des connaissances sur les institutions culturelles francophones à Ottawa fonctionne donc par strates. Il y a d'abord les archives du CRCCF, il y a ensuite des documents en ligne que nous avons appelés les « grandes fiches » soit des textes explicatifs, publiés en ligne, dressant le portrait de cinq principales institutions culturelles d'Ottawa et deux de Sudbury, à fins de comparaison. Ces fiches, comme en témoigne celle des Éditions l'Interligne, comportent une courte présentation historique et des documents d'archives numérisés qui l'illustrent. Le rapport texte-image est

---

33 Jan Baetens, « Quelles pratiques pour quels enjeux ? », dans *Protée*, vol. 32, n° 2, 2004, p. 61. Sur Internet : <http://id.erudit.org/iderudit/011173ar>.

ici assez traditionnel et se rapproche de celui propre à l'insertion d'illustrations dans un livre. Nous n'avons pas, à cette étape, utilisé d'hyperliens pour renvoyer à d'autres pages du site du CRCCF ou à d'autres sites Internet. Comme plusieurs des personnes qui ont mis sur pied les institutions que nous étudions sont toujours vivantes, nous avons voulu réaliser des entretiens avec eux afin de bonifier les archives déjà en possession du CRCCF. Conscients que plusieurs d'entre eux avancent en âge, que certains n'ont pas une santé solide, nous avons voulu nous assurer qu'ils puissent léguer leurs souvenirs de la fondation et de l'évolution des organismes qu'ils ont contribué à mettre sur pied. Une des personnes rencontrées est d'ailleurs décédée subitement quelques semaines après l'enregistrement.

Afin de rendre les entrevues publiques, nous avons créé une chaîne YouTube. Il était cependant impossible, étant donné les restrictions de YouTube, de mettre en ligne l'intégrale des entretiens de deux heures chacun. Il n'en demeure pas moins que les brefs extraits donnent une visibilité à la recherche que nous avons entreprise. Les personnes qui souhaiteraient voir l'entretien dans son intégralité peuvent les consulter au CRCCF. L'utilisation de sites Internet comme YouTube ou Vimeo, pour diffuser des capsules audiovisuelles, ou SoundCloud pour des pistes sonores, ou tout autre logiciel en « shareware », terme traduit il semble par celui de « partagiciel », est économique, mais il faut toujours garder en tête qu'elle est aussi régie par les limites des systèmes empruntés et assujettie à la durée de vie en ligne du logiciel. Si certains outils, comme YouTube, Vimeo ou SoundCloud, sont sécuritaires et « vivaces » comme on dit des plantes de jardin, d'autres, même ceux de haute réputation, sont plus éphémères. C'est le cas notamment du logiciel Dipity, que nous avons utilisé pour créer une chronologie interactive, afin de suivre la ligne de temps de la création d'institutions culturelles en Ontario français – et non pas seulement à Ottawa – ainsi que la parution des œuvres littéraires les plus importantes, la création de pièces de théâtre marquantes et tous les événements jugés cruciaux pour comprendre l'histoire de la littérature et du théâtre franco-ontariens. Or, même si Dipity

était le logiciel recommandé par les historiens et le plus utilisé par les chercheurs, il a subitement et sans avis disparu du web. C'est pour éviter ce problème, que pour mon nouveau projet en cours, « Réseaux littéraires franco-canadiens 1970 à 2015 », j'ai eu recours à un informaticien qui a incorporé à la base de données qu'il a créée pour moi des outils d'analyse mais aussi des outils de visualisation dont des cartes interactives et une frise chronologique.

Enfin, certains volets ont réalisé des expositions virtuelles, dont celle sur le Mouvement « C'est l'temps », du volet « Politique – Luites ». L'équipe de recherche, toujours dirigée par Anne Gilbert, a obtenu une deuxième subvention de recherche, celle-ci du ministère du Patrimoine canadien afin de créer une autre exposition virtuelle, beaucoup plus importante, portant sur tous les aspects du projet initial. Celle-ci a été lancée en 2018 sur le site du Musée virtuel du Canada<sup>34</sup>. À ces modes de diffusion en ligne, se sont ajoutés des modes plus traditionnels de dissémination de la recherche tels que des communications et un volumineux ouvrage collectif.

## Conclusion

La diffusion en ligne des résultats du projet « Construction d'une mémoire française à Ottawa » s'est faite à partir du désir de donner une plus grande visibilité à nos travaux, mais aussi de les mettre à la portée de différents types d'utilisateurs : les chercheurs, bien sûr, mais aussi les enseignants, les politiciens, les membres de la communauté et toute personne intéressée par la mémoire des groupes minoritaires. Nous avons donc choisi les modes de diffusion numérique en fonction des données que nous avons et voulions partager, ainsi que des objectifs de la recherche. La frise chronologique comme la diffusion d'extraits d'entretiens entraient tout à fait dans cette visée. Nous n'avons cependant pas utilisé autant que nous l'aurions pu la capacité d'Internet de mettre en relations divers documents ou plusieurs sites. L'hypertextualité

---

34 Anne Gilbert *et al.* (dir.), *Vie française dans la capitale*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa, 2018. Sur Internet : <http://www.viefrancaisecapitale.ca/>.



reste un aspect assez peu exploré dans le site du projet.

Néophytes, nous n'avons pas pensé à documenter chaque étape de la construction de ce qui peut être considéré comme un fonds numérique. Or, selon Matteo Treleani, dans un ouvrage portant sur la mise en ligne d'archives audiovisuelles, il est crucial « [d']expliciter le travail archivistique, le travail historique et le travail rhétorique et sémiotique de remise en contexte à travers un nouveau média<sup>35</sup> ». Remy Besson signale, pour sa part, dans un article portant sur le projet « Archiver à l'époque du numérique » qui a opté pour documenter ces aspects du travail de numérisation et de mise en ligne, que :

[L]e pari effectué est que l'utilisateur du site comprenne, en quelques clics, qu'il ne se trouve pas face à une fenêtre ouverte sur le passé, mais face à une plateforme construite au présent. Le principe à la base de choix est qu'il sera plus intéressé par un parcours au sein de cette forme complexe, que par la seule possibilité de consulter une copie numérisée d'un artefact sur lequel il n'aurait que très peu d'informations<sup>36</sup>.

Il s'agit donc de construire non seulement un parcours de lecture hypertextuel, mais aussi d'en signaler les particularités et le mode de création afin de souligner le fait qu'il ne s'agit pas d'une archive traditionnelle, mais bien d'une forme particulière de médiation du passé, tournée vers l'avenir. Pour Besson, il ne fait aucun doute que l'archive en ligne permet « de redonner un peu de profondeur temporelle<sup>37</sup> ». Il précise : « Cela n'est pas à entendre seulement comme la nécessité de réinscrire le présent dans la continuité du passé, mais aussi d'offrir des ressources pour

---

35 Matteo Treleani, *Mémoires audiovisuelles : les archives en ligne ont-elles un sens ?*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, « Parcours numériques », 2014, p. 186.

36 Remy Besson, « Regard intermédial sur le devenir numérique des archives », dans *Intermédialités : histoire et théorie des arts, des lettres et des techniques = Intermediality: History and Theory of the Arts, Literature and Technologies*, n° 23, 2014, § 15. Sur Internet : <http://id.erudit.org.proxy.bib.uottawa.ca/iderudit/1033342ar>.

37 *Ibid.*, § 17.

penser l'avenir<sup>38</sup>. » Ainsi, c'est un peu sans le savoir que l'équipe du projet « Construire une mémoire française à Ottawa » a non seulement contribué à faire connaître le passé de la communauté francophone d'Ottawa, mais a aussi participé à forger son avenir puisque, comme le dit avec justesse Besson, « [l']archive en ligne est [...] un nœud de relations, [...] car elle ne vit que dans la mesure où elle est lieu d'échanges entre les membres d'une communauté, qu'elle participe à construire<sup>39</sup> ». Je postulerais même qu'elle est aussi lieu d'échanges entre diverses communautés partageant des préoccupations communes. C'est ainsi que les projets archivistiques numériques permettent de mettre véritablement « les cultures en mouvement » et de renouveler les processus identitaires au-delà des frontières nationales.

---

38 *Ibid.*

39 *Ibid.*, § 18.